



Des lanceurs d'alerte partagent des données médicales du ministère de la Défense qui font exploser le débat sur la sécurité des vaccins

Par [Daniel Horowitz](#)

Mondialisation.ca, 27 janvier 2022

[The Blaze](#) 26 janvier 2022

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

Données, transparence et surveillance. C'est ce qui a manqué à la plus grande expérience sur les humains de tous les temps tout au long de cette pandémie. Aujourd'hui, des lanceurs d'alerte médicaux militaires ont présenté ce qu'ils prétendent être l'ensemble de données le plus précis et le plus révélateur sur la sécurité des vaccins que l'on puisse trouver.

Les politiciens et les médias pro-pharma affirment que l'outil de pharmacosurveillance du CDC, le VAERS, n'est pas assez performant pour déclencher des enquêtes sur les vaccins, car n'importe qui peut soi-disant soumettre une entrée d'événement indésirable lié à un vaccin. Ainsi, tous les signaux de sécurité inquiétants émis par le VAERS sont ignorés, même si ce système a été mis en place pour consoler le public en exonérant les fabricants de vaccins de toute responsabilité. Aujourd'hui, des dénonciateurs militaires présentent des données qui, si elles sont vérifiées, signalent des problèmes de sécurité extrêmement inquiétants concernant le vaccin, qui font passer les données du VAERS pour un jeu d'enfant.

Lundi, au cours de l'audition de cinq heures du sénateur Ron Johnson sur un « [COVID-19 : Second Opinion](#) », l'avocat de l'Ohio Thomas Renz, qui représente des clients poursuivant les mandats de vaccination, a présenté des données de facturation médicale du DOD provenant de la base de données d'épidémiologie médicale de la défense (DMED) qui brosse un tableau choquant et inquiétant de la santé des membres de notre service en 2021.

Attorney Thomas Renz reveals what multiple DoD whistleblowers have provided on the safety signals they are seeing

These numbers are mind blowing! [@SenRonJohnson](#)
pic.twitter.com/gS4fhwF1Po

— Chief Nerd (@TheChiefNerd) [January 24, 2022](#)

Selon l'armée, DMED est l'outil Web de la Direction de la surveillance de la santé des forces armées (AFHSB) qui permet d'interroger à distance les données anonymisées sur le

personnel et les événements médicaux des composantes actives contenues dans le système de surveillance médicale de la défense (DMSS). En d'autres termes, il contient chaque code de facturation médicale CIM pour tout diagnostic médical dans l'armée soumis à la facturation de l'assurance médicale pendant une période donnée. Trois médecins militaires ont présenté à Renz des données interrogées qui montrent un pic choquant et soudain dans presque tous les codes CIM pour les blessures courantes liées aux vaccins en 2021.

Dans une déclaration sous peine de parjure (NDLR : donc sous serment) que Renz prévoit d'utiliser devant un tribunal fédéral, les docteurs Samuel Sigoloff, Peter Chambers et Theresa Long - trois médecins militaires - ont révélé qu'il y a eu une augmentation de 300% des codes DMED enregistrés pour des fausses couches dans l'armée en 2021 par rapport à la moyenne sur cinq ans. La moyenne sur cinq ans était de 1 499 codes pour des fausses couches par an. Au cours des 10 premiers mois de 2021, elle était de 4 182. Comme Renz me l'a expliqué dans une interview avec TheBlaze, ces médecins ont interrogé les chiffres de centaines de codes de 2016 à 2020 pour établir une moyenne de base sur cinq ans. Ces codes concernaient généralement des affections et des blessures que la littérature médicale a établies comme étant des effets indésirables potentiels des vaccins.

M. Renz m'a dit que les chiffres tendaient à être remarquablement similaires pour toutes ces années précédentes, y compris en 2020, qui était la première année de la pandémie mais avant la distribution des vaccins. Mais en 2021, les chiffres sont montés en flèche, et les données de 2021 ne comprennent même pas les mois de novembre et décembre. Ainsi, certains responsables de la santé publique supposent que le COVID lui-même expose les femmes à un risque plus élevé de fausses couches. Mais le nombre de codes de fausses couches enregistrés en 2020 était en fait légèrement inférieur à la moyenne sur cinq ans (1 477). Cependant, ils n'étaient pas radicalement inférieurs à la moyenne dans une catégorie quelconque, au point que l'on puisse suggérer qu'il s'agit d'un reflet de la diminution des consultations médicales liée au confinement, qui a en quelque sorte conduit à une augmentation des diagnostics en 2021.

La base de données contient tous les codes CIM pour les visites à l'hôpital militaire et les visites ambulatoires. Les données présentées par Renz jusqu'à présent proviennent toutes de l'interrogation des données de diagnostic ambulatoire.

Outre le pic des diagnostics de fausses couches (code CIM 003 pour les avortements spontanés), on constate une augmentation de près de 300 % des diagnostics de cancer (d'une moyenne de 38 700 par an sur cinq ans à 114 645 au cours des 11 premiers mois de 2021). Il y a également eu une augmentation de 1 000 % des codes de diagnostic pour les problèmes neurologiques, qui sont passés d'une moyenne de base de 82 000 à 863 000 !

Voici d'autres chiffres qu'il n'a pas mentionnés lors de l'audition mais qu'il m'a donnés lors de l'interview :

- infarctus du myocarde 269% d'augmentation
- paralysie de Bell 291 % d'augmentation
- malformations congénitales (pour les enfants de militaires) 156 % d'augmentation
- infertilité féminine augmentation de 471%
- embolies pulmonaires augmentation de 467%

Tous ces chiffres concernent les visites ambulatoires, car c'est là que se produisent la plupart des diagnostics dans l'armée. Cependant, Renz a dit que les augmentations étaient également indiquées chez les patients hospitalisés. J'ai vu l'une des déclarations sous serment de l'un des médecins militaires, qui dit ceci : « C'est mon opinion professionnelle que les augmentations majeures des incidences des cas de fausses couches, de cancers et de maladies susmentionnés sont dues aux « vaccinations » COVID-19".

Selon Renz, c'est l'expérience clinique réelle des trois médecins cités et de plusieurs médecins anonymes qui les a conduits à enquêter sur DMED, et leurs découvertes reflétaient leur expérience du traitement de patients atteints de maladies extrêmement inhabituelles chez de jeunes soldats en bonne santé depuis le lancement des vaccins.

J'ai parlé à l'un des dénonciateurs qui affirme être gravement préoccupé par le fait de voir de jeunes soldats atteints de cancers métastatiques soudains, de maladies auto-immunes et de troubles cardiaques et circulatoires qui ont poussé de nombreux soldats à abandonner divers programmes de formation. « Ces médecins ont été motivés à explorer les données DMED en raison du nombre d'augmentations de cas qu'ils constataient de manière empirique », a déclaré le dénonciateur, qui a servi dans l'armée pendant de nombreuses années. « Certains médecins de l'ensemble de la force (toutes branches confondues) ont été intimidés par les ordres de ne pas effectuer l'ensemble des tests et de ne pas adhérer aux règlements, qui ordonnent implicitement des bilans complets pour les effets indésirables des vaccins EUA. Il faudra que d'autres médecins militaires se manifestent et partagent leurs expériences pour que l'énormité de ces allégations soit pleinement établie et qu'une enquête soit menée dans toute son ampleur. »

Renz affirme qu'il dispose d'une vidéo avec deux témoins montrant l'ensemble du processus de téléchargement de ces données depuis la base de données et qu'il est prêt à la présenter au tribunal. Il m'a également dit que ce n'était que « la partie émergée de l'iceberg », car les codes ont augmenté de façon exponentielle dans de nombreuses autres catégories de diagnostics. M. Renz a déclaré que sa feuille de calcul, qui comprend plus de 100 catégories de diagnostics médicaux, a été communiquée au sénateur Johnson et à son personnel avant l'audience de lundi.

Il est important de noter que ces chiffres ne représentent pas le nombre de personnes individuelles diagnostiquées pour diverses affections, mais le nombre de codes de diagnostic utilisés dans leur totalité à un moment donné. Par exemple, une personne victime d'un accident vasculaire cérébral va évidemment accumuler de nombreux codes CIM neurologiques au cours d'une année, avec de multiples visites ambulatoires et hospitalières. Toutefois, la comparaison entre les pommes et les pommes des cinq années précédentes montre clairement un pic incontestable des affections.

Si ces chiffres sont vérifiés dans les procès à venir, alors, en l'absence d'une fraude massive à l'assurance militaire ou d'un problème bizarre dans le système, cela pourrait donner une image choquante des problèmes de sécurité des vaccins qui indiquerait que non seulement les signaux de sécurité du VAERS auraient dû être immédiatement suivis, mais qu'ils sont en proie à une terrible sous-déclaration. L'armée est une population définie, limitée, et étroitement contrôlée et surveillée. Ils sont également très majoritairement jeunes et en bonne santé. Si les allégations de problèmes neurologiques, cardiaques et de cancer liés aux vaccins sont effectivement vraies, l'armée serait l'endroit le plus révélateur pour le découvrir, et ses données sont les plus fiables et les plus incontestables.

Le DMED est littéralement un programme de surveillance épidémiologique conçu dans le but exprès de détecter les poussées de maladies et de blessures afin de s'assurer que l'armée est prête au combat. Il s'agit de sécurité nationale encore plus que de santé publique. Pourquoi l'armée n'aurait-elle pas tiré la sonnette d'alarme et prévenu immédiatement le CDC au sujet de ces données ? Sur le [site Web du système de santé militaire](#), la Division de surveillance de la santé des forces armées (AFHSD) est décrite comme « la ressource épidémiologique centrale pour les forces armées des États-Unis, menant une surveillance médicale pour protéger ceux qui servent notre nation en uniforme et les alliés qui sont essentiels à nos intérêts de sécurité nationale ».

Comment l'Agence sanitaire de la défense (DHA) a-t-elle pu ignorer les signaux de surveillance criants et flagrants d'une vie entière, et comment cela n'a-t-il pas été communiqué au grand public ? La question est de savoir pourquoi les analystes de la santé publique militaire n'ont pas communiqué avec les médecins militaires au sujet des pics choquants de diagnostics cette année et pourquoi ils n'ont pas publié d'analyse pour l'expliquer.

Pour sa part, le sénateur Ron Johnson a déclaré lors de l'audience de lundi qu'il avait mis le ministère de la Défense en demeure de ne pas supprimer les données. « Le ministère de la Défense, l'administration Biden sont avertis qu'ils doivent préserver ces dossiers et que cela doit faire l'objet d'une enquête », a déclaré Johnson. M. Renz a déclaré lors de l'audience que certaines des données relatives à la myocardite avaient glissé vers l'arrière depuis que les médecins les avaient téléchargées l'année dernière.

Même si, d'une manière ou d'une autre, ces augmentations fracassantes n'ont rien à voir avec les vaccins, n'est-il pas important que notre gouvernement enquête sur ce qui semble être un déclin catastrophique de la santé de notre force de combat en service actif ? Après tout, les données du DMED ont été conçues dans ce but précis. « Une personne peut faire un travail de recherche rien qu'avec ces données », a déclaré l'un des dénonciateurs à qui j'ai parlé. « Elles ont été conçues dans ce but précis. La quantité de points de données que vous pouvez interroger est presque illimitée. »

L'essentiel, selon Renz, est que la charge de la preuve incombe au gouvernement, et non aux militaires et aux citoyens contraints de prendre les clichés. Si les fabricants sont exonérés de toute responsabilité en cas de coercition gouvernementale pour l'utilisation de leur produit, et que les seules données de sécurité pharmacologique dont nous disposons sont complètement ignorées, alors quel est le recours de la population pour remédier aux problèmes de sécurité ? Selon l'avocat de l'Ohio, si les injections sont sûres et efficaces, alors le Pentagone ne devrait avoir aucun problème à expliquer la source de ces augmentations gargantuesques de cas de nombreuses maladies. La transparence est le remède le plus efficace contre une pandémie de secret.

Daniel Horowitz

Article original en anglais : Horowitz: Whistleblowers share DOD medical data that blows vaccine safety debate wide open, The Blaze, le 26 janvier 2022.

Version française : actuintel.com

La source originale de cet article est [The Blaze](#)
Copyright © [Daniel Horowitz](#), [The Blaze](#), 2022

Articles Par : [Daniel Horowitz](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca